



Lettre ouverte aux membres du Conseil d'orientation de l'AFPA

Mesdames et messieurs les membres du Conseil d'orientation de l'AFPA,

Au cours des derniers mois, vous avez été alertés à plusieurs reprises par les représentants des salariés de l'AFPA, qu'il s'agisse des organisations syndicales ou des représentants du personnel au sein du Conseil d'Administration. Les statuts de l'AFPA vous confèrent en effet la responsabilité de définir les orientations stratégiques de l'AFPA, ce qui revient en fait à définir un projet d'avenir pour notre Association.

Il s'agit là d'une mission d'importance et, à la veille de la prochaine réunion du Conseil d'Orientation, prévue le 24 janvier 2012, nous souhaitons vous alerter à notre tour : les orientations que vous allez fixer à l'AFPA dans les prochains jours auront des conséquences directes sur le travail quotidien des salariés de l'Association et sur la qualité des formations dispensées. Ce courrier pourra vous paraître un peu long, mais les problèmes sont nombreux et l'enjeu de taille.

Savez-vous ce qui se passe vraiment aujourd'hui dans les établissements de l'AFPA ?

La situation atteint aujourd'hui un point critique : les décisions prises ces derniers mois par la Direction Générale, notamment dans le cadre du Plan Stratégique, ont généré une désorganisation profonde qui porte gravement atteinte au fonctionnement de l'AFPA, et qui chaque jour empêche les salariés de réaliser un travail de qualité pour leurs stagiaires.

Ces derniers mois ont été très rudes pour les salariés qui voient se délabrer chaque jour davantage leur Association, cette AFPA qu'ils ont contribué à construire et à faire vivre depuis tant d'années, succédant aux nombreux formateurs, psychologues, personnels d'appui et de service qui depuis 1946 ont formé des millions de travailleurs, demandeurs d'emploi et salariés. Vous l'ignorez peut-être, mais les salariés de l'AFPA sont profondément attachés à leur entreprise et à leurs missions ; chaque jour, ils déploient toute leur énergie pour réussir à faire un travail de qualité, quelquefois au détriment de leur propre santé.

C'est afin de témoigner de cette réalité quotidienne que nous avons pris la décision de nous adresser directement à chacun d'entre vous, pour vous décrire une réalité que vous ne connaissez peut-être pas. Les Organisations syndicales sont, vous le savez, déterminées à défendre l'AFPA et à défendre les salariés.

Des constats

Effectifs. Au cours des 2 dernières années, 2000 emplois ont été supprimés à l'AFPA au niveau national. Dans la Région Auvergne, nous avons perdu 56 emplois entre décembre 2007 et décembre 2011, dont 23 formateurs ! Autant de places en formation qui ont été supprimées.

Productivité. Parallèlement, la productivité des formateurs a explosé : le nombre de stagiaires par groupe a augmenté (de 12 à 16, parfois 18) ; on demande aux formateurs de « gérer » 2 à 3 groupes en même temps, un groupe de demandeurs d'emploi, une action courte marché privé et des contrats en alternance, bien évidemment au détriment des demandeurs d'emploi en formation longue. Dans la Région Auvergne la productivité a certes fait un bon énorme entre 2008 et 2011, mais cette augmentation s'est faite au détriment de la qualité des formations et de la santé du personnel, comme vous le constaterez par la suite.

Transfert de charges (ou de tâches). Le Plan Stratégique a accentué le transfert d'activités exercées jusqu'alors par du personnel d'appui et de service vers les formateurs (achats, gestion des feuilles de présence, etc.). Des organisations défailtantes et des outils inadaptés (dernier exemple en date, le Système Informatisé des Achats – SIHA), au lieu de faciliter le travail ne font que renforcer les difficultés et réduire le temps que le formateur consacre à son cœur de métier, la formation. La situation du personnel d'appui est tout aussi difficile : pourquoi enlève-t-on le travail à ceux qui savaient le faire pour le confier à des salariés qui ne sont pas formés ?

Peut-être l'ignorez-vous, mais un formateur AFPA est en face-à-face avec son groupe de stagiaires 35 heures par semaine et ce pendant toute la durée de la formation qualifiante, ce qui exige un investissement important.

Non remplacements. La mesure de Non Remplacement Systématique des Départs et la destruction du dispositif Itinérant ont pour résultat de laisser des stagiaires sans formateurs : les absences d'une semaine ne sont plus remplacées, certains groupes voient se succéder des « surveillants » pour les encadrer, des formateurs d'autres spécialités, du personnel précaire non formé, etc.

Orientation et recrutement. Le transfert de nos collègues de l'orientation à Pôle Emploi a eu des conséquences directes et dramatiques : difficultés d'alimentation de certaines formations, multiplication des problèmes d'orientation de stagiaires. Les psychologues du travail qui sont restées à l'AFPA se voient transformées en « recruteurs » au préjudice de leur éthique professionnelle et de leurs missions d'orientation et de conseil. Un fonctionnement qui avait fait ses preuves depuis tant d'années a non seulement été démolé mais n'a pas été remplacé par une organisation à la hauteur des besoins.

Nouvelles organisations. La mise en place du Plan Stratégique et des nouvelles organisations en filières - dont on a pu constater les méfaits dans d'autres entreprises que la nôtre - a généré une désorganisation profonde et instauré un climat de compétition entre les salariés là où autrefois la coopération prévalait. Les Directeurs Régionaux n'ont plus de pouvoirs, privant ainsi les Conseils Régionaux de véritable interlocuteur. Le Plan Stratégique est un échec total, il empêche chaque jour les salariés de faire leur travail et au final ce sont les stagiaires qui en paient le prix, qui doivent parfois attendre des semaines, voire des mois avant de toucher leur salaire.

Patrimoine. Les décisions inapplicables prises par le Gouvernement et son refus de prendre en charge financièrement l'entretien du Patrimoine, qui pourtant lui revient de droit, ont créé des situations dramatiques. En auvergne, la dégradation de certains plateaux techniques

entraîne des conditions de travail inacceptables Là aussi, ce sont les stagiaires qui en font directement les frais et ce sont les salariés qui sont du coup inquiets pour l'avenir du centre.

Absentéisme et RPS. Pas un jour ne se passe sans que nous soyons interpellés par des salariés en difficulté, en détresse, en souffrance... et les accidents du travail se multiplient (3 fois plus en 2010 qu'en 2009). L'absentéisme a atteint des sommets en 2010 : un taux de fréquence des accidents du travail qui est le double du taux des autres organismes de formation. Et les chiffres de l'année 2011 s'annoncent encore plus désastreux.

Tous les indicateurs sont au rouge, et l'ensemble des rapports d'expertises réalisés en 2010-2011 à l'occasion de la mise en place du plan stratégique concordent et pointent la gravité des risques auxquels les salariés sont exposés.

Situations réelles dans les centres

Mais les constats et les chiffres ont leurs limites : ils sont impuissants à incarner une réalité quotidienne, la réalité que vivent chaque jour salariés et stagiaires. Aussi avons-nous choisi d'illustrer nos propos en témoignant de quelques situations emblématiques que nous rencontrons au quotidien dans les sites de formation implantés en Auvergne.

- Enquête régionale 2011 de la commission condition de travail (extraits) :

Cantal : « ...Les membres de la commission ont ensuite échangé avec les salariés présents sur les sites. Il en ressort un ressenti de totale désorganisation, une importante démotivation, le sentiment de ne pas être écouté, ni soutenu, ni reconnu.

Pour le centre de Saint-Flour, grosse crainte de disparition du site ni confirmée ni infirmée par la hiérarchie. »

Haute Loire : « ...Rien ne marche et on a l'impression que cela est volontaire, tout est mis en œuvre pour empêcher un fonctionnement efficace. Désorganisation, épuisement, abandon. Une personne rencontrée était en grande détresse (Nécessitant une alerte du CHSCT, la personne est depuis en arrêt maladie). Des organisations pédagogiques ingérables, plusieurs formateurs/trices sous traitement « pour tenir ». Aucune écoute. Les conflits internes sont le résultat de plusieurs années de non management de la part de la direction. La majorité du personnel a perdu toute confiance dans sa capacité à gérer le changement et à assurer la pérennité économique de l'AFPA sud-Auvergne. »

Allier : « ... Management incohérent. Déficit de communication entre les différentes lignes métiers. Nous ne savons toujours pas quelles vont être nos tâches réelles. Inquiétude sur la continuité du service aux bénéficiaires. Le transfert des tâches liées à l'hébergement et à la restauration sur plusieurs personnes nuit gravement à la qualité et à l'efficacité du service, les bénéficiaires en sont les premières victimes, risque également sur la sécurité : personne ne peut dire avec certitude combien de personnes sont présentes ni où. Suractivité ou sous activité pour les formateurs engendrant dans les deux cas un stress important. Pas d'arbitrage des charges de travail ni des priorités. Beaucoup de précarité chez une partie des salariés sans espoir de stabilisation. »

Puy de Dôme : « ... Pas de pilotage. Tâches non formalisées. Pas d'organisation ni de pilotage. Manque de prise de responsabilité managériale du fait de l'instabilité de la structure. Problèmes sur la mise en œuvre et le suivi des procédures qualité... Cependant les rapports humains se sont améliorés depuis avril (mouvement social important - 80% de gréviste – pour dénoncer la brutalité des méthodes de management et la perte de confiance dans la capacité des directions à assurer la pérennité économique de la région). »

- Malgré ces alertes (et d'autres) la situation a continué à se dégrader avec comme point d'orgue le licenciement brutal et incompréhensible de la manageuse de formation de l'Allier provoquant un mouvement régional du personnel dénonçant ces pratiques hors d'âge et symptomatiques du vécu quotidien des salariés de l'AFPA Auvergne.
- Des centres en grande difficulté financière sont menacés de fermeture (Le Puy, Aurillac, St Flour). Ceci étant le résultat de décisions managériales désastreuses, autant que de la politique du Conseil régional (17M d'euros en 2008, 7M d'euros actuellement avec les appels d'offres) ou de Pôle emploi.

Des exemples de ce type, nous pourrions vous en rapporter pendant des heures..., voilà ce à quoi nous ont conduit les décisions prises ces dernières années, voilà ce que nous vivons au quotidien !

Sachez que si vous laissez se poursuivre la politique menée jusqu'à maintenant par la Direction actuelle de l'AFPA, vous donnerez un signal clair aux salariés : celui d'un mode de management brutal imposant de force des changements dévastateurs mais aussi la poursuite de la dégradation des conditions de travail et les emmenant droit vers le découragement, la fatigue, la désespérance... Souhaitez-vous que demain l'AFPA fasse la une de l'actualité parce que certains de ses salariés auront commis un acte désespéré ?

Pourtant, des solutions existent, nous en sommes persuadés. Ce sont les salariés qui portent l'AFPA, c'est grâce à leur implication, à leur expertise, à leurs savoir-faire, à leur souci de la qualité et du travail bien fait que l'AFPA continue à fonctionner.

Dans le contexte de crise qui nous connaissons, le pays, l'économie, les citoyens ont plus que jamais besoin de l'AFPA.

Ce que nous voulons

Nous attendons qu'un véritable projet de développement dans la durée et dans un cadre national soit construit pour l'AFPA, un projet qui lui donne les moyens humains et matériels permettant aux salariés de faire à nouveau un travail de qualité.

Nous attendons également que des mesures immédiates soient prises pour protéger la santé des salariés et remettre en place des conditions de travail dignes et respectueuses des hommes et des femmes. Nous savons que c'est possible : l'AFPA a englouti des millions d'€ au profit de cabinets de consultants et d'un nouveau siège, l'urgence est aujourd'hui d'investir sur les hommes et les femmes.

Nous considérons que la formation professionnelle est un investissement social indispensable pour notre pays qui ne se mesure pas que sur des critères économiques et sur un taux de retour à l'emploi à court terme.

Nous sommes conscients que l'AFPA est aujourd'hui sur le fil du rasoir : les orientations qui vont être prises la pousseront soit vers le chaos et le démantèlement, soit vers un projet de re-construction.

Et c'est ce choix qui est en partie entre vos mains

Nous espérons que par ce courrier vous aurez entendu la voix des salariés que nous représentons et que vous saurez faire les choix garantissant l'avenir de l'AFPA.

Nous confions également ce courrier à nos représentants au Conseil d'Administration.